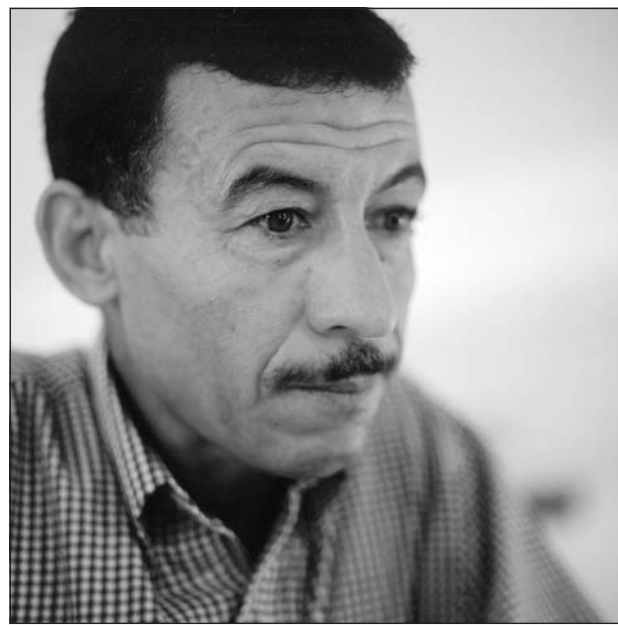
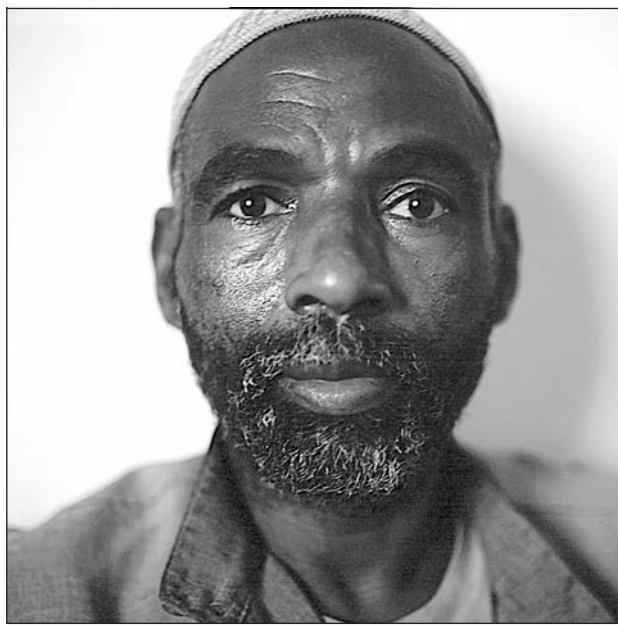
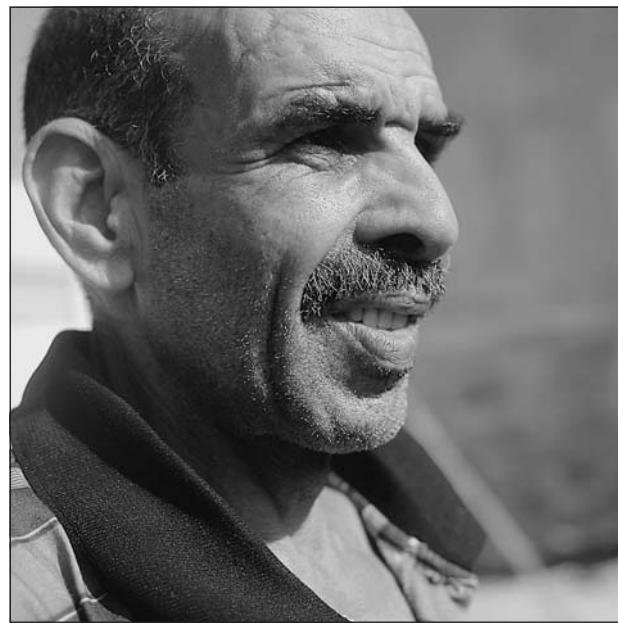


Ils ont croupi vingt ans dans le désert. Battus, affamés, torturés au nom d'un conflit oublié, celui du Sahara occidental. Le Front Polisario vient de libérer ses derniers prisonniers marocains. Ils racontent



En haut : Jamaâ Ayyoub (à gauche) et Abdellah Lamani.
En bas : Mohammed Hadri (à gauche) et Houcine Tarrada.



PHOTOS BERNARD BOUYÉ

LES SURVIVANTS DE L'ENFER SAHRAOUI

HUIT mille quatre cents jours de captivité. Assis dans ce sordide café de Casablanca où il est arrivé en boitant, le regard sombre fixé dans le vide, Abdellah Lamani, 52 ans, en a gros sur le cœur. Il aimerait tant que son pays, que la terre entière sache enfin de quel enfer il est revenu, lui, le petit employé d'une fabrique d'allumettes emporté par le courant de l'histoire dans une des guerres les plus méconnues, celle du Sahara occidental. Un conflit qui oppose depuis 1975, et malgré le cessez-le-feu de 1991, le Maroc et les indépendantistes de l'ancienne colonie espagnole soutenus par l'Algérie.

Les anciens détenus se réjouissent, certes, que le Front Polisario, le mouvement nationaliste sahraoui, ait libéré au mois d'août 404 prisonniers de guerre marocains – les derniers sur presque un millier, selon les comptes officiels. Mais tous savent que l'euphorie sera courte. Car commencer une nouvelle vie dans une société qu'ils ne reconnaissent plus et qui ne les reconnaît pas est une épreuve supplémentaire à laquelle ils ne s'étaient pas préparés.

« Nous souffrons du complexe du vétéran, explique Driss El-Yazami, 52 ans, pilote de Mirage F1, libéré en février 2004 après vingt-trois ans de détention. En revenant au pays, on s'imagine que tout le monde est au courant de ce que l'on a fait, on voudrait être considérés comme des héros. » Houcine Tarrada, 57 ans, ne comprend toujours pas, lui, pourquoi leur pays ne les a pas encore décorés. « Je suis toujours soldat de deuxième classe depuis 1981, année de mon enlèvement. Les amis qui se sont engagés en même temps que moi sont aujourd'hui adjudants ou adjudants-chefs, c'est injuste. »

C'est pour les civils que le retour est le plus cruel. « Mon travail, ma maison, mes terres... J'ai tout perdu, confie Abdellah, locataire d'une chambre de 25 m², près du stade Mohammed-V à Casablanca. Je n'ai plus de famille. Mes parents sont décédés pendant ma captivité, il ne me reste que ma sœur. Je n'ai pas de pension, je loue pour 2 500 dirhams par mois [227 euros] une licence de taxi. Cela ne suffit pas pour que je puisse vivre avec ma femme. J'ai l'impression d'avoir commis un crime. Le suicide, oui... Depuis mon retour, j'y ai pensé. Mais je suis déjà revenu de si loin... » Du centre de détention de Rabouni, à 25 km de Tindouf, au sud-ouest de l'Algérie, précisément.

« Charger et décharger des camions de munitions, creuser des tranchées, courir avec des briques sur le dos... On travaillait jour et nuit, raconte Abdellah. La première année, je me souviens de ne pas avoir dormi pendant soixante jours. Je ne savais pas si je rêvais ou si j'étais mort. » Houcine, Jamaâ,

Mohammed et Hamid, ses compagnons de torture, l'écoutent attentivement autour d'un thé berbère. Tous ont la même histoire à raconter.

Des années dans le même treillis, des semaines sans se laver, sans se raser, avec des poux jusque dans la bouche. Un quotidien rythmé par les coups, les humiliations et la faim. « Nous avions droit matin et soir à une ration de riz, témoigne Houcine Tarrada. Il s'agissait souvent du riz tombé des sacs, que les gardes ramassaient au sol avec toutes les saletés, du sable ou des bouts de verre. »

Hamid Lébène, 49 ans, hoche sa tête de gamin indiscipliné. Il se souviendra toujours de ce 18 juillet 1981. « Avec deux autres prisonniers, nous étions tellement affamés que nous avons essayé de voler un peu de nourriture. La punition fut terrible. Nous devions courir en pleine chaleur et il faisait au moins 50 °C à l'ombre. Des gardes nous

rio ». Pour avoir refusé d'insulter Hassan II, s'être interposé entre un garde et un prisonnier, et avoir tenté de s'évader, le brillant officier formé dans les écoles militaires françaises a subi la torture et les mêmes humiliations que ses soldats. « Toutes les constructions au sud de Tindouf ont été faites par des prisonniers, à coups de fouet, dénonce-t-il. Les hommes étaient traités comme des animaux, à piétiner la boue pour faire des briques. Les mieux portants devaient donner leur sang pour les hôpitaux. Certains devenaient de véritables vaches à sang. » A l'instar d'Hamid et d'Houcine, pompés jusqu'à dix fois par mois.

« Pendant six ans, nous avons vécu dans une fosse rectangulaire creusée au milieu de la cour à Rabouni, poursuit le capitaine d'un ton dur. Entassés parfois jusqu'à quarante, sans toit, exposés été comme hiver à la chaleur, au froid, à la pluie. Nous étions des

ne sont pas liés à leur histoire, la plus grande torture n'étant pas celle qu'ils subissaient mais celle infligée à leurs camarades. « J'ai vu un garde mettre en marche une bétonneuse alors qu'un prisonnier avait la tête dedans, témoigne Ali Najab. Et un autre rouler sur un détenu qui s'était couché sous un camion pour se reposer. » Abdellah ne compte plus les exécutions auxquelles il était obligé d'assister. « Je ne sais pas combien j'ai vu de soldats attachés à un arbre, la tête en bas, frappés à coups de manche de pioche, de barre de fer, de pied... jusqu'à ce que mort s'ensuive. »

Chaque matin, Mohammed Allali priait Dieu pour que la journée se passe sans plus de 40 coups de câble, la moyenne quotidienne. « Je préférerais la faim aux coups », avoue-t-il en montrant l'épaisse cicatrice qui traverse son crâne rasé, marque indélébile d'une crosse de kalachnikov. « Moi aussi, ajoute Hamid. Même lorsque les gardes du Polisario nous jetaient des bouts de pain pendant la prière. »

Plus qu'à leur endurance physique, les détenus qui s'en sont sortis sans devenir fous doivent leur survie à un mental d'acier, entretenu par le souvenir de leurs proches. « On vivait presque en famille, se rappelle l'adjudant chef Driss El-Yazami. Quand nous recevions des photos ou des lettres de nos familles, nous les regardions ensemble. Au fil des ans, on voyait grandir les enfants. Nous fêtions même leurs anniversaires. Quand j'ai appris la mort de ma mère, Ahmed, mon ami, a pleuré plus que moi... »

L'arrivée du CICR (Comité international de la Croix-Rouge) dans les camps, en 1994, a amélioré les conditions de détention. C'est ainsi que les prisonniers ont pu recevoir des lettres et des colis. « Il fallait tenir pour nos familles, souligne Ali Najab. Nous n'avions pas le droit de les priver de notre retour. »

Latifa Johari n'a jamais cru en la mort de son mari, Ahmed Ben Boubker, le premier pilote capturé, le 21 novembre 1976. « Son avion abattu, il fut porté disparu. On m'envoya un certificat de décès et les condoléances du roi, mais je ne pouvais me résigner à sa mort, jure-t-elle, les larmes aux yeux. Deux mois plus tard, en allumant la radio,

« Les hommes étaient traités comme des animaux. (...) Les mieux portants devaient donner leur sang et devenaient de véritables vaches à sang »

LE CAPITAINE ALI NAJAB

poursuivaient en nous donnant des coups avec des fouets fabriqués avec des câbles métalliques, jusqu'à ce que nous tombions. Ils nous ont ensuite attaché les pieds et les mains et frappé avec une lame de ressort de camion, raconte-t-il en tendant deux moignons, vestiges de doigts laissés sous les sévices. A 15 heures, mes deux camarades sont morts. » D'un geste sec et nerveux, il enlève son pantalon pour montrer les cicatrices couvrant ses jambes, souvenirs cuisants des câbles.

Hamid, le rebelle au sourire édenté, est devenu une icône de la résistance. Son nom circule avec respect parmi les prisonniers, comme celui d'Ali Najab. Le capitaine de 62 ans, pilote de F-5, est resté vingt-cinq ans aux mains du Front Polisario, qu'il surnomme avec insolence « Front Algesira-

moins que rien, touchés dans notre dignité. On nous faisait ramper en slip devant nos soldats. Nous n'avions pas non plus de toilettes. Nous allions dans la nature. Une punition récurrente consistait d'ailleurs à ramasser les excréments à main nue. »

Accusé de tentative d'évasion, le lieutenant Mohammed Adri, 50 ans, pilote de Mirage F1, a connu un tout autre genre de punition. « Je suis resté enfermé trente-trois jours dans un conteneur, avec un bidon d'eau, du pain, des lentilles ou du riz, relate-t-il. Et, la nuit, un garde m'empêchait de dormir en frappant régulièrement sur le conteneur. Pour tenir, je pensais à ma femme et à ma fille de 10 mois. Mais, le plus dur, c'était d'entendre les autres prisonniers gémir toute la nuit. »

Car les pires souvenirs des prisonniers

j'ai reconnu sa voix. Il déclinaît son identité dans une émission... Mais le plus beau jour de ma vie est certainement celui où j'ai reçu le coup de fil m'annonçant sa libération. »

Pour conjurer l'attente interminable, Atika, la femme d'Ali Najab, professeure retraitée d'histoire-géographie, a repris ses études et publié un livre, 25 ans dans la vie d'une femme de prisonnier, recueil de tous les poèmes rédigés à son époux absent. « Tous les moyens étaient bons pour entrer en contact avec lui, souligne-t-elle. Je demandais aux journalistes qui me sollicitaient de lui porter mes lettres. Je suis même allée jusqu'à Paris pour récupérer des photos de lui. »

UNE photo, c'est tout ce qu'il restait à Siham Laghrassi pour se construire sans son père, Mohammed, un mécanicien enlevé alors qu'il rentrait du travail dans la région de Tan-Tan et libéré en 2002, après vingt-quatre ans de détention. Une photo et le souvenir de ses mains. « Parce qu'il m'emmenait souvent sur sa moto, et je ne voyais que le guidon, raconte la jeune femme de 29 ans en riant. Nous sommes restés sans nouvelles pendant dix ans jusqu'à ce que ma mère reçoive une de ses lettres. Pour nous élever, elle a enchaîné des petits boulots. Je me dis que cela a dû être très dur. Elle n'y voit quasiment plus aujourd'hui. Sans doute d'avoir trop pleuré. »

A leurs yeux, l'homme qu'elles aimaient est resté le même. Les traits plus creusés, bien sûr. Les cheveux plus gris, sans doute. Le bilan médical est moins romantique. Diabétiques, rongés par l'arthrose, les mains tremblantes et les dents gâtées, les jeunes hommes dans la force de l'âge sont devenus des quinquagénaires amaigris, à la santé précaire.

Jamaâ Ayyoub, 56 ans, regarde avec tristesse sa jambe gauche, plus courte de 8 centimètres. Le vigoureux soldat qui participa à la guerre du Kippour entre Israël et la Syrie, en 1973, n'existe plus. Le presque vieillard déplace difficilement ses 60 kilos à l'aide d'une béquille, impuissant face aux gamins qui l'imitent dans la rue. S'ils savaient. « Je suis tombé sur le champ de bataille, une balle dans le genou, explique-t-il. Après six jours dans le désert, à me nourrir de broussaïles, j'ai perdu connaissance. Quand le Front Polisario m'a retrouvé, ils ont essayé de soigner l'infection en me plâtrant jusqu'au cou. Je suis diminué physiquement, admet-il, mais je souffre surtout moralement. Sans calmants, je n'arrive pas à dormir. »

Les cauchemars et les rêves d'évasion contrariés n'épargnent aucun ex-détenu. Ils se savent plus irritables, plus impatientes, et culpabilisent d'imposer cela à leurs proches. « Avec ma fille, on essaie de cohabiter, mais nous avons des problèmes de communication, confesse Mohammed Adri. Les psychologues de la Croix-Rouge nous avaient prévenus que la réinsertion serait difficile, que nous n'étions plus comme les autres. » Entre un stage Internet à la base militaire de Sidi Slimane et les activités à la ferme qu'il loue avec son ami Driss El-Yazami, le pilote tente de renouer avec cette société qui a avancé sans lui.

Abdellah Lamani, de son côté, a entrepris de rassembler les victimes civiles pour réclamer des indemnités et la libération de la poignée de prisonniers qui, selon lui, n'auraient pas été recensés par le CICR et resteraient détenus. Dans le même esprit, Ali Najab monte une association de prisonniers de guerre. Des célibataires se sont mariés et certains ont déjà un enfant. Une façon de rattraper le temps perdu, de tourner la page vers un futur qu'ils voient se dessiner avec incertitude. Et, quelque part, de pardonner.

« Au mois de mars, j'ai rencontré un des soldats qui m'avaient enlevé et torturé, raconte Abdellah d'un air serein. Nous nous sommes reconnus. Il avait l'air tellement gêné. Finalement, nous nous sommes embrassés et nous avons ri. Oui, j'ai déjà pardonné à mes tortionnaires. Mais c'est aux familles des victimes qu'il faut demander cela. Car ce sont les morts qui doivent pardonner. Pas les survivants. »

Mélanie Matarese